

La trêve olympique

Proclamée par le président de ce qu'il reste de République au moment de l'ouverture des Jeux olympiques, la « trêve olympique » va se prolonger peut-être jusqu'aux Jeux paralympiques et au-delà. Car comment nommer un nouveau Premier Ministre alors que l'Assemblée nationale ne dispose toujours pas de majorité absolue ? La « trêve olympique », quoique non écrite dans la *Constitution* de la France, a été un moment très joyeux pour les habitants du pays. Ils se sont enivrés dans les compétitions sportives qui se déroulaient dans le cadre merveilleux des paysages et des monuments non seulement parisiens mais de la France entière y compris de l'Outre-Mer. Aucun incident notable, terroriste ou délictuel... La gaîté, la joie, les fous-rires, les chants repris en chœur : **la fête tout-à-fait réussie !**

Pendant ce temps-là, le président, entre Paris et le fort de Brégançon, prend ses vacances et ne se soucie pas de gouvernement démissionnaire, ni des candidats déclarés ou pressentis au poste de Premier Ministre, ni de sa perte de respectabilité pour avoir dissous l'Assemblée sur un mouvement d'humeur. Il peut continuer sur sa lancée en profitant de l'euphorie générale et laisser la France sans gouvernement **comme si ses citoyens n'avaient pas été aux urnes les 30 juin et 7 juillet derniers**. Il n'avait, avant ces dates, qu'une majorité relative de députés laquelle s'est, depuis lors, encore amoindrie ; et il a mis en évidence, au moins au premier tour des élections anticipées, **le poids de l'ex-Front national, dit le RN**, qui rassemble certains citoyens mécontents de la perte de leur pouvoir d'achat et du déclasserment social qui les affecte. Pour ne pas avoir de problème sur le vote du budget prévu à l'automne, le chef de l'Etat a pensé qu'une dissolution écarterait le problème : raté ! Ratée, aussi, l'image d'une France unie et sûre de ses choix politiques et sociaux, même si elle a applaudi avec ferveur les Jeux olympiques.

La France est, en fait, malheureuse car elle est déchirée, comme la plupart des pays occidentaux et d'autres, par **la précarité, la pauvreté, la mise à l'écart d'un nombre grandissant de sa population** ; et, de l'autre côté, par l'insolence et la richesse tonitruante, outrecuidante, ramener d'une petite coterie de très riches, de plus en plus riches. C'est le libéralisme économique voulu par les pouvoirs publics depuis les années 1980 (la trahison de MITTERRAND en 1983 ...), autant dire **la main libre laissée au capitalat** ! Et l'émiettement et la disparition des services publics qui vont de pair avec le triomphe éhonté de l'« élite » capitaliste ... Il est évident que **l'évolution révolutionnaire, qui marque le pas en même temps que s'étale la corruption sans honte du capitalat, doit reprendre sa marche en avant.**

Alors, ce Premier Ministre ?

Il (ou elle) doit être celui (ou celle) qui donne le signal du renouveau de l'évolution révolutionnaire.

Capitalismus delendus est.